

## Considérations philosophiques sur des événements récents

*Alain Badiou a confié à La Distance politique la publication d'un large extrait de la conférence qu'il a prononcée à l'École Normale Supérieure, après le crime de New York, le vendredi 26 octobre 2001.*

### A/ Terrorisme

Primitivement, un «terroriste» est celui qui légitime et pratique la Terreur. C'est une désignation objective, qui n'est infamante que pour des adversaires politiques. Ainsi les grands Jacobins du Comité de Salut public, pendant la Révolution française, s'affirment «terroristes» sans complexe. Ils mettent officiellement la Terreur «à l'ordre du jour». Ils désignent par là une indivision provisoire complète, justifiée par des circonstances exceptionnelles (la guerre étrangère et civile) du pouvoir politique et du pouvoir judiciaire, l'usage répressif de procédures expéditives et sans appel, le recours très étendu à la peine de mort. La Terreur est explicitement réfléchie comme nécessité contingente (Robespierre était connu pour son opposition catégorique, de principe, à la peine de mort) là où la «vertu» politique — c'est-à-dire la conviction républicaine — est encore trop précaire pour assurer seule la victoire sur l'énorme coalition des contre-révolutionnaires nationaux et étrangers. Comme le demandera Saint-Just : «Que veulent ceux qui ne veulent ni vertu, ni terreur». Les thermidoriens donneront la réponse : ils veulent la fin de la révolution, le règne de la corruption, le suffrage des seuls nantis.

Il est remarquable que, peu à peu, le mot «terrorisme», qui qualifiait clairement une figure particulière de l'exercice du pouvoir d'État, réussisse à signifier exactement le contraire. Depuis longtemps en effet, «terroriste» est le mot par lequel les États désignent tout adversaire violent, et/ou armé, précisément au vu de son caractère non-étatique. Ainsi des terroristes russes de Narodnaïa y volia, à la fin du siècle dernier, de tous ceux de la tradition anarchiste, y compris, en France, la «bande à Bonnot» ainsi du personnage de Chen, dans *La condition humaine*, qui déjà incarne la décision de l'attentat-suicide, et auquel, sans le justifier politiquement, Malraux accorde une terrible grandeur. Le mot en vient finalement — et c'est là qu'il prend sa connotation négative — à désigner, du point des dominants, tous ceux qui engagent, avec les moyens du bord, le combat contre un ordre jugé inacceptable. «Terroristes», les résistants anti-nazis pour Pétain et ses milices, «terroristes» les patriotes algériens du FLN pour les gouvernements français sans exception entre 1954 et 1962, et encore les combattants palestiniens

pour l'État d'Israël, tout comme les Tchétchènes pour Poutine et sa clique. «Terroriste» enfin, pour Bush et son opinion patriotique asservie, la nébuleuse, du reste fort opaque, de ceux qui s'en prennent aux biens et aux vies américaines.

Il faut le dire. Au terme de son évolution sémantique, «Terroriste» est aujourd'hui un vocable intrinsèquement propagandiste. Il n'a aucune lisibilité neutre. Il dispense de tout examen raisonné des situations politiques, de leurs causes et de leurs conséquences.

En fait, c'est un vocable devenu essentiellement formel. «Terroriste» ne désigne plus une orientation politique, ou une possibilité de telle ou telle situation, mais, exclusivement, la forme de l'action. Et cela selon trois critères. Pour l'opinion dominante et ceux qui tentent de la façonner, est «Terroriste» d'abord une action spectaculaire non-étatique, qui relève — réalité ou mythologie — de réseaux clandestins. Ensuite, une action violente, visant à tuer ou détruire. Enfin une action qui ne fait pas de distinction entre civils et combattants.

Ce formalisme tend la main au formalisme moral de Kant. C'est la raison pour laquelle une spécialiste de «Philosophie morale», comme Monique Canto, a cru pouvoir déclarer que la condamnation absolue des actions «Terroristes», et l'approbation symétriques des représailles, y compris celles de Sharon en Palestine, pouvait et devait précéder tout examen de la situation, et s'abstraire de toute considération politique effective. S'agissant du terrorisme, a expliqué cette Dame de fer d'un nouveau genre, expliquer, c'est déjà justifier. Il convient donc de châtier tout de suite, et sans autre examen. «Terroriste» qualifie désormais une action comme figure formelle du Mal. C'est bien du reste ainsi que Bush, dès le début, a conçu le déploiement de la vengeance. le Bien (dans les faits, terrorisme étatique sur des villages de paysans et d'antiques cités d'Asie centrale) contre le Mal (terrorisme non-étatique sur des buildings «Occidentaux»).

C'est en ce point, où toute rationalité risque de s'effondrer devant l'énormité de l'évidence propagandiste, qu'il faut prendre soin des détails. Et en particulier examiner les effets de la chaîne nominale induite par le passage de l'adjectif «Terroriste», qui qualifie formellement des actions, au substantif «Terrorisme», ou «Le terrorisme». C'est en effet le moment où, insidieusement, la forme devient substance. Et où sont rendus possibles un effet de sujet (en face du «Terrorisme», il y a un «Nous» qui se venge), un effet d'altérité (ce terrorisme est l'Autre de la civilisation, le barbare «Blamiste») et enfin un effet de périodisation (on commence la longue «guerre contre le terrorisme»).

### **B/ Qui est le «Nous» qui fait face au «Terrorisme»**

Il est clair que «Le terrorisme» est une substance inexistante, un nom vide. Mais ce vide est précieux, car on peut le remplir. Et d'abord, comme toujours (comme pour «Le Boche», ou «Le Juif») par ce qu'on suppose lui faire face («Le Français»,

ou «**l'Aryen**»). En la circonstance vis à vis du terrorisme, il y a un «**nous**» qui se défend. Disons qu'en dehors de l'Amérique, — nom suffisant pour le patriotisme impérial américain, mais non point pour la coalition anti-terroriste, sauf si «**nous sommes tous américains**», ce que même des anti-terroristes convaincus rechignent à déclarer —, on a trouvé, à ce «**nous**» qui fait face à la bête, trois noms : un nom périlleux mais fort, «**l'Occident**» : un nom neutre, «**nos sociétés**» : un nom légitimant, «**les démocraties**».

Du premier de ces noms, on regrette d'avoir à constater que la philosophie s'y est de longue date compromise, avec «**le déclin de l'Occident**», best-seller de Spengler à la fin du XIXe siècle, ou encore de nos jours la «**fin de la métaphysique occidentale**». Jusque dans l'opposition de l'Occident (chrétien : juif) au «**terrorisme islamique**», on entend résonner cette appropriation «**occidentale**» de la pensée, qui n'est que la trace intellectuelle de quatre siècles d'impérialisme. Au demeurant, rappelons à la jeunesse que, pendant des décennies, l'usage politique du mot «**l'Occident**» a été confiné dans l'extrême droite raciste, au point d'être le nom d'un de ses plus violents groupuscules. Il nous semble que la litanie des atrocités coloniales dans le monde entier, la sauvagerie des tueries mondiales, les guerres de libération nationale en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique, les révoltes armées en Amérique latine, la valeur universelle de la révolution chinoise, la stérilité fébrile du monde où nous vivons, suffisent pour que ceux qui voient qu'on oppose les «**valeurs de l'Occident**» au «**terrorisme**» en tirent la conclusion que «**terrorisme**» est certainement un mot creux.

Quand on parle de «**nos sociétés**», et qu'on déclare que «**le terrorisme**» a voulu «**les frapper un plein cœur**», ou les «**déstabiliser**», on conviendra que soit on veut encore dire «**l'Occident**», mais de façon pudique, soit qu'on se réfère à un paradigme matériel, à un certain état de richesse objective, qui n'a par lui-même aucune espèce de valeur pour le philosophe, et ne saurait fonder aucune solidarité consistante. Si ce n'est pas le cas, pourquoi le crime de New York atteindrait-il «**nos sociétés**», alors que ne les atteignent nullement les millions de morts du Sida en Afrique, ou les désastres génocidaires au Rwanda ? «**Nos sociétés**», désignant de façon légèrement obscène le bien-être tout relatif des groupes humains (minoritaires) les mieux nantis de la planète, ne fait guère un vis-à-vis présentable pour la supposée substance du «**terrorisme**». Même si Monique Canto, encore elle, estime supérieurement philosophique, et indispensable dans la situation, de rappeler qu'être très riche n'est pas une faute morale. Point que nous ne lui accorderons, à contre-pente de son zèle formaliste, qu'au terme d'un examen tatillon et concret des origines de la richesse. Car il se pourrait bien que toute richesse réellement considérable soit bel et bien aujourd'hui mêlée, et par voie de nécessité, à quelques crimes indubitables.

Reste le nom propagandiste fondamental — ce qui est visé par le «Terrorisme», ce sont les démocraties, avec en leur cœur cette démocratie exemplaire que sont, nous le savons tous, les États-Unis d'Amérique. Comme n'importe quel patriote de là-bas vous le dira, «We are a free country», et c'est cela que des saoudiens fanatiques ont voulu mutiler. Finalement, la formule du *consensus* est — «Le terrorisme contre la démocratie». Chez l'écrasante majorité de nos contemporains, je veux dire — ici, dans ce pays «démocratique» fatigué qu'est la France, l'espace d'inscription politique du crime de masse de New York est donné par cette formule. C'est elle qui neutralise les réactions, et emporte le soutien général, si même un peu plaintif, qu'on accorde à la guerre américaine. Il est finalement admis qu'en tout cas les démocraties, au vu de leur excellence, si le «Terrorisme» les attaque, ont le droit de se venger. Reste à savoir contre qui exercer ces légitimes représailles.

### C/ Le «Terrorisme» — substance et prédicats.

Nous engageons ici un énoncé philosophique précis — toute substantialisation d'un adjectif formel exige un prédicat dominant. Si vous passez de l'adjectif «Terroriste», qui qualifie une action par sa forme, à «Le terrorisme», qui est un substantif vide, vous ne pouvez espérer «Remplir» ce vide par son seul vis-à-vis (l'Occident, la Démocratie etc. ). Il faut aussi le doter d'un prédicat (tout comme il faut qu'à la fin des fins, vers 1914, le Boche soit bestial — ou — contrairement au réflexif et cartésien Français — livré à d'obscures forces instinctives, cependant que le Juif, vers 1933, doit être cosmopolite et abstrait — contrairement à l'Aryen, lié à la terre et au sang). Aujourd'hui, le supposé support substantiel qu'on appelle «Le terrorisme» n'a d'être qu'à recevoir le prédicat «Islamiste».

Que vaut au juste ce prédicat ? On pourrait se contenter de dire qu'il est déjà corrompu par sa fonction, laquelle vise à donner un semblant de couleur historique au «Terrorisme». Pris en lui-même, il se réduit au constat qu'il y a instrumentation politique de la religion, très vieille histoire «Occidentale» aussi bien — ce n'est pas d'aujourd'hui que datent les alliances retorses entre le sabre et le goupillon. L'interférence de la religion et de toutes sortes de processus politiques, y compris fort violents, n'est en tout cas pas une particularité de l'Islam. On remarquera que du temps — en Pologne par exemple — où la religion (cette fois, le catholicisme) jouait un grand rôle dans la résistance aux États communistes, les «Démocraties» s'en félicitaient.

Dans le cas d'espèce, celui de Ben Laden — si toutefois c'est de lui qu'il s'agit, ce que personne n'a à ce jour réussi à prouver —, on sait de façon certaine que le point de départ est un ensemble de manœuvres d'une extraordinaire complexité autour de la manne pétrolière en Arabie Saoudite, et que le personnage est en somme un fort bon Américain — quelque un pour qui ce qui importe est la richesse et la puissance, et qui est fort peu regardant sur les moyens. Tout comme le sont ses

rivaux et compères au pouvoir dans la région. Car, pour ce qui est de faire régner la terreur au nom de l'islam pur et dur, les souverains d'Arabie Saoudite s'y entendent, sans qu'à ma connaissance aucun «démocrate» notoire n'ait jamais demandé qu'une armada de B-52 vienne les écraser. On soupçonne donc fortement qu'il y a, pour ces démocrates, «Terrorisme islamiste» et «Terrorisme islamiste». Le premier, soutenu par les Américains, et donc, par voie de conséquence, ami de «Nos sociétés», doit être, sinon admiré, du moins toléré. Voilons-nous la face, et passons. Le second, qui dans ses tortueux calculs, en vient à «Nous» frapper qu'on le stigmatise et qu'on l'anéantisse sous les bombes. Finalement, il s'agit de savoir où vous êtes exactement situé au regard de l'accès au pétrole.

Au passage, soulignons la vertu prophétique de Wagner, quand il met en scène dans sa *Tétralogie* la malédiction qui s'attache à l'or du Rhin. C'est en effet une des grandes malédictions modernes que d'avoir dans son sous-sol l'équivalent de cet or. Les diamants de l'Afrique du Sud, l'étain de Bolivie, les pierres précieuses du Congo ou du Sierra Leone, le pétrole du Moyen Orient ou de l'Angola, autant de régions ou de pays mis à feu et à sang, enjeux de calculs cyniques et rapaces, parce que la gestion planétaire de leurs ressources minières leur échappe nécessairement. De ces désastres affreux, remarquons-le au passage, il ne semble pas que «Nos sociétés», nos paradigmatiques «démocraties», tirent, quant à ce qui les concerne, la moindre conséquence. En tout cas Ben Laden, si comme le dieu Wotan il parle longuement, et de façon quelque peu embrouillée, de destin et de religion, il semble que son affaire soit bien plutôt de savoir comment s'emparer de l'or noir et succéder ainsi à la collection de Nibelungen que sont les monarchies pétrolières du Golfe.

Il importe grandement de remarquer que l'instrumentation politique de la religion a été à son tour constamment instrumentée par les États-Unis eux-mêmes. C'est une des grandes constantes de leur politique pendant des décennies. Par peur de l'influence soviétique, ils ont combattu tout ce qui ressemblait de près ou de loin à une politique laïque dans le monde arabe. Qu'il s'agisse de Nasser en Égypte, ou du Baas en Irak ou en Syrie, ils n'ont fait que leur créer des problèmes de plus en plus graves, soutenant en revanche sans défaillance les fanatiques rétrogrades d'Arabie Saoudite, du Koweït et du Pakistan. En Indonésie, ils ont prêté la main à l'éradication du régime progressiste et tiers-mondiste, en encourageant une Saint Barthélemy de communistes, ou de présumés tels, qui fit cinq cent mille morts. En Palestine, tout le monde sait que le développement du Hamas a été considéré au départ comme une excellente chose par les services israéliens, contre l'hégémonie du Fatah dont le mot d'ordre était, rappelons-le, une Palestine laïque et démocratique, et qui comportait dans ses rangs nombre de chrétiens. Enfin, les Talibans eux-mêmes sont une créature conjointe des Pakistanais et des Américains, contre toute venue au pouvoir à Kaboul de potentiels alliés soit des Russes, soit des Chinois, soit des Iraniens. L'ensemble de ces manœuvres disqualifie le prédicat

«Islamiste» comme pertinent quand il s'agit de désigner les ennemis «terroristes» des États-Unis.

Notons le statut singulier de ce qu'on peut appeler l'instrumentation d'une instrumentation. Certaines cliques de politiciens instrumentent, au Moyen Orient ou ailleurs, la religion dans le but de servir leur projets (en fait pour s'installer au pouvoir à la place d'autres cliques vieillissantes ou discréditées). Les gouvernements américains tentent régulièrement d'instrumenter cette instrumentation, en vue de garder le contrôle de telle ou telle situation. Mais l'instrumentation d'une instrumentation est un mécanisme délicat. Elle est exposée à de brutales dérives. Ainsi, les États-Unis (et les Français, très actifs alors) ont instrumenté Saddam Hussein, qui instrumentait l'opposition des sunnites et des chiïtes contre son voisin iranien. Le but des «Occidentaux» était de briser les reins de la révolution iranienne, le but de Saddam Hussein, de se constituer comme grande puissance régionale. Le résultat une guerre terrifiante, dans le genre de la guerre de 14-18, des centaines de milliers de morts, le régime iranien consolidé, et Saddam devenant une créature incontrôlable, puis un ennemi «terroriste». La même histoire s'étant reproduite avec les talibans, on proposera comme maxime aux États «N'instrumentez qu'avec prudence une instrumentation.» Surtout celle de la religion, denrée subjective, peu maniable par des politiciens retors et cruels.

En vérité, le prédicat «Islamiste» dissimule des opérations étatico-politiques, généralement peu ragoûtantes, et qu'il importe de ne pas porter à la connaissance générale, derrière des catégories «culturelles» dont on peut à loisir activer les ressources subjectives. Pour mille raisons, il est très facile de réveiller, en France, une sorte de zèle anti-arabe, tant sous la forme vulgaire et post-coloniale que lui donne l'extrême droite, que sous la forme plus historique et «éthique» que lui donne la petite bourgeoisie intellectuelle, féministe ou sioniste. On verra ainsi les uns se réjouir qu'on bombarde Kaboul pour «libérer les femmes afghanes», l'autre se dire qu'après tout Israël va tirer des bénéfices de la situation, cependant que le troisième pensera qu'un massacre de «bougnouls» est toujours bon à prendre. Tout ça n'a strictement rien à voir avec le crime de New York, ni dans ses causes, ni dans sa forme, ni dans ses effets réels. Mais tout cela, validant le syntagme «terrorisme islamiste», rallie derrière le drapeau de la croisade vengeresse des enthousiasmes variés, et surtout des inerties innombrables.

La leçon philosophique est alors la suivante lorsqu'il est affecté à une substance formelle (comme est toute dérivation substantive d'un adjectif formel), un prédicat n'a d'autre consistance que de donner un contenu apparent à la forme. Ma certitude est que, dans «terrorisme islamiste», le prédicat «Islamiste» n'a pas d'autre contenu que de donner un contenu apparent au mot «terrorisme», lui-même vide de tout contenu (politique, en l'occurrence). Il s'agit d'une historicisation artificielle, qui laisse ce qui s'est réellement passé (le crime de New York) dans l'impensé. Ce

qui n'interdit pas, mais commande, qu'on origine dans cet impensé, au nom du vocable inconsistant qui le désigne (le «**T**errorisme islamiste**T**»), une sorte d'histoire en trompe l'œil de la période qui s'ouvre.